



Les
populismes
d'hier à
aujourd'hui

Les ambiguïtés d'une parole attribuée au peuple

Sous la direction de France Giroux et André Mineau

JFD
Éditions

Table des matières

Présentation des auteurs	5
Introduction	7
Chapitre 1 : Le populisme dans l'histoire contemporaine	
<i>André Mineau</i>	11
I. Le peuple entré dans l'histoire	12
II. Le fascisme en tant que forme du populisme	13
III. La conception du peuple dans l'Allemagne nazie.....	15
Chapitre 2 : Populisme et fascisme : un retour aux années 1930 ?	
<i>Frédéric Boily</i>	19
I. Populisme et démocratie : une relation conflictuelle	20
II. Populisme et fascisme : un retour aux années 1930?	22
Chapitre 3 : Le moteur inavoué de tous les populismes	
<i>Danièle Letocha</i>	27
I. Le peuple. Quel peuple?	28
II. Quel gouvernement?.....	30
III. L'apparition du terme « populisme » comme doctrine politique	32
IV. La thèse de Chantal Mouffe et sa réception en France	33
V. Éléments de la critique française du populisme de Chantal Mouffe	35
VI. Le sort de la raison dans la théorie politique.....	36
VII. Le déterminant manquant : l'instrumentalisation	38
Chapitre 4 : La rhétorique du candidat populiste	
<i>France Giroux</i>	41
I. L'essor récent du populisme dans la vie politique : qu'est-ce à dire?	43
II. L'appel aux affects dans le discours du candidat.....	47
III. Contre la pluralité de l'offre politique. Ce que le candidat populiste fait à la démocratie	51
Chapitre 5 : Pourquoi il faut écouter les citoyens, populistes ou non	
<i>France Giroux</i>	57
I. Il n'y a pas de démocratie sans liberté de réunion.....	59
II. Des rassemblements de citoyens dits « populistes »	65
Chapitre 6 : « "Ce que le peuple veut, le pouvoir doit le mettre en œuvre". Une critique républicaine du populisme »	
<i>Danic Parenteau</i>	75
Introduction.....	75
I. Le populisme comme objet d'analyse	76

II. Le pouvoir du peuple dans le populisme : une vision « volontariste » de la souveraineté populaire	77
III. Une critique républicaine du populisme : la volonté du peuple ne saurait épuiser le sens de la souveraineté populaire	79
Chapitre 7 : La pandémie et l'argument de la science	
<i>Jocelyne Saint-Arnaud</i>	83
I. La question épistémologique de la connaissance et son rapport à la vérité	84
II. La science expérimentale et la vérité dans le domaine de la santé	85
III. La méthode scientifique	86
IV. La recherche en santé publique	89
V. L'immunité collective et vaccinale	92
Chapitre 8 : Des raccourcis et illusions populistes en Amérique latine	
<i>Pierre Mouterde</i>	97
I. Les spécificités du contexte latino-américain.....	98
II. L'importance du courant « national et populaire »	99
III. Les thèses d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe.....	101
IV. Les indéniables limites du populisme latino-américain de gauche du début du XXI ^e siècle	102
V. Le nouveau contexte contemporain et la montée d'un populisme de droite	103
Chapitre 9 : Le communalisme confédéral de Murray Bookchin comme « nouveau populisme »	
<i>Eric Martin</i>	105
I. Le populisme de gauche d'après Chantal Mouffe	106
II. Un « nouveau populisme » communaliste et confédéraliste?	109
Chapitre 10 : Tropisme droitier et populisme	
<i>Jean-Claude Simard</i>	115
I. « Mystère Québec » et croix bleue	115
II. Un renforcement positif, mais un facteur adventice.....	117
III. L'importance du fait militaire	119
IV. La présence des anglophones, l'ultramontanisme et l'École de Laval	121
V. Le rôle de l'Église.....	125
VI. L'économie et les voies du commerce.....	128
VII. Le rôle de l'éducation.....	130
Conclusion	
<i>André Mineau et France Giroux</i>	135
Bibliographie	137
Index	143

Présentation des auteurs

Professeur titulaire à l'Université de l'Alberta, Frédéric Boily est l'auteur de l'ouvrage *Le conservatisme au Québec. Retour sur une trahison oubliée* (PUL, 2010), qui a obtenu le prix Donald-Smiley (Association canadienne de science politique, 2011). Ses plus récents ouvrages sont : *La Coalition Avenir Québec. Une idéologie à la recherche du pouvoir* (PUL, 2018). *Trudeau. De Pierre à Justin. Portrait de famille de l'idéologie du Parti libéral du Canada* (PUL, 2019), *Droitisation et populisme. Canada • Québec • États-Unis* (PUL, 2020).

Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Montréal, France Giroux est professeure retraitée du Collège Montmorency. Elle a été membre de l'équipe de recherche sur « Les théories de l'égalité et les problèmes philosophiques de la condition féminine », pilotée par la philosophe Louise Marcil-Lacoste. France Giroux a publié plusieurs articles et contribué à des ouvrages collectifs dans le domaine de la philosophie politique.

Danièle Letocha a étudié à Genève, Paris, Varsovie et Montréal (M.A. en sciences médiévales, Ph. D. en philosophie). Attachée au département de philosophie de l'Université d'Ottawa de 1981 à 2001, elle a présidé la Société canadienne d'études de la Renaissance et dirigé la revue *Carrefour*. Elle a publié plus de cent textes sur la Renaissance européenne (Pologne, Italie, Saint-Empire), sur sa conception de la raison rhétorique et sur la théorie de la culture.

Eric Martin est professeur de philosophie au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Il est l'auteur d'*Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec* (Écosociété, 2017) et d'*Université inc.* (avec Maxime Ouellet, Lux, 2011) ; il a codirigé *La tyrannie de la valeur* (Écosociété, 2014) et *Les racines de la liberté* (Nota bene, 2014).

André Mineau est professeur d'histoire et de philosophie à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Ses travaux de recherche et publications portent sur les idéologies totalitaires de l'Europe. Il a publié, entre autres, *Operation Barbarossa : Ideology and Ethics Against Human Dignity* (Amsterdam et New York, Rodopi, 2004), et *SS Thinking and the Holocaust* (Rodopi, 2012).

Sociologue, Pierre Mouterde est un spécialiste de l'étude des mouvements sociaux en Amérique latine. Il mène en parallèle une réflexion philosophique sur le rôle de la gauche au XXI^e siècle. Observateur attentif de la scène sociale et politique du Québec, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les stratégies romantiques. Remédier aux désordres du monde contemporain* (Écosociété, 2017), *Les impasses de la rectitude politique* (Varia, 2019) et, en collaboration avec Marcos Ancelovici, Stéphane Chalifour et Judith Trudeau, *Une gauche en commun. Dialogue sur l'anarchisme et le socialisme* (Écosociété, 2019).

Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), Danic Parenteau est professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean où il enseigne la philosophie et la science politique. Membre du comité de rédaction de la revue *Argument*, il consacre une partie de ses travaux à des contributions au débat public. Parmi ses ouvrages récents, mentionnons *L'indépendance*

par la République. *De la souveraineté du peuple à celle de l'État* (Fides, 2015) et *Précis républicain à l'usage des Québécois* (Fides, 2014). En 2017 est parue une édition actualisée de son ouvrage *Les Idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, (avec Ian Parenteau, PUQ, 2008).

Jocelyne Saint-Arnaud est chercheuse associée au Centre de recherche en éthique et à l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal. Également conseillère et formatrice en éthique, elle a publié un grand nombre d'articles et d'ouvrages dont *L'éthique de la santé. Guide d'intégration de l'éthique dans les pratiques infirmières* (Gaétan Morin/Chenelière, 2019 [2009]) et *Repères éthiques pour les professions de la santé* (Liber, 2019).

Jean-Claude Simard est chercheur associé au Laboratoire d'analyse cognitive de l'information (LANCI) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Professeur de philosophie retraité du Collège de Rimouski, il a aussi enseigné l'histoire des sciences et des techniques à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Avant de se joindre à l'UQAM, il a été commentateur politique à Radio-Canada pour le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et la Côte-Nord. Auteur d'essais sur la philosophie collégiale et sur la philosophie québécoise, il a en outre contribué à une quinzaine d'ouvrages collectifs. En son honneur, la Société de philosophie du Québec a créé, en 2013, le prix Jean-Claude-Simard, lequel est remis annuellement à un professeur du réseau collégial afin de souligner une contribution exceptionnelle dans les domaines conjugués de l'enseignement, de la recherche et de l'implication sociale.

Introduction

Le paysage politique occidental a considérablement changé depuis quelques années. Un président de droite, qui prétendait avoir des antennes avec le « vrai peuple » laissé pour compte, a dirigé les États-Unis, alors que la France a vu l'extrême droite s'approcher de la tête de l'État. La Grande-Bretagne, par ailleurs, a quitté l'Union européenne dans la controverse. En Allemagne, l'AfD a fait son entrée au *Bundestag*, ce qui constituait une première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On pourrait sans peine allonger la liste de ces changements, qui trouvent des résonances certaines au Québec. Mais si l'on peut considérer cette transformation spectaculaire du paysage politique sous divers angles, l'un d'entre eux s'impose avec insistance : celui de la montée de l'extrême droite, associée au retour du populisme.

Le populisme est un phénomène culturel et politique polysémique qui revêt une importance considérable de nos jours. Mais il n'est pas nouveau, bien au contraire. On en retrace l'évolution à partir du XIX^e siècle, alors qu'il s'est développé dans les contextes sociopolitiques par ailleurs différents de la Russie, de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Au XX^e siècle, il a atteint des sommets à travers la genèse et le développement des fascismes. Mais s'il a marqué la pause dans les décennies qui ont suivi la conclusion de la Seconde Guerre mondiale, il est revenu en force lors des vingt dernières années, au cours desquelles il a pu prospérer grâce à une conjoncture redevenue favorable. À cet égard, on doit remarquer que le populisme a tendance à croître dans un contexte où se conjuguent différents phénomènes relatifs à ce qu'il est convenu d'appeler la « mondialisation » : exportation des capitaux et des emplois, précarité et incertitude, dissolution des identités culturelles, indifférence prétendue d'une classe politique coupée des « vrais problèmes », résurgence des nationalismes primaires, etc.

Plusieurs questions cruciales surgissent alors : comment, de nos jours, les populismes de droite intègrent-ils les vieux préjugés charriés par l'anti-intellectualisme ? Comment et pourquoi certains populismes occupent-ils d'emblée tous les terrains de l'intolérance ? Pourquoi est-il souvent question de polarisation, voire de rejet de la démocratie ? Assistons-nous, comme plusieurs le croient, à un retour des années 1930 ? Y a-t-il un rapport entre la montée des populismes et le durcissement de la rectitude politique ? Si de nombreuses manifestations du populisme sont de toute évidence à droite, existe-t-il un populisme de gauche ? Si cela s'avère, est-ce une force politique d'avenir ? Et qu'en est-il du Québec dans tout cela ? Par ailleurs, alors que le monde est confronté à une pandémie majeure, on peut s'interroger sur les rapports entre la crise sanitaire et le populisme. L'après-crise renforcera-t-elle les déceptions et les ressentiments qui, pour l'essentiel, continuent à s'exprimer par la vague populiste ?

Cet ouvrage collectif n'est au service d'aucun militantisme ; à partir de la complémentarité des perspectives des sciences humaines et de la philosophie, il se propose d'analyser certaines facettes de l'univers complexe du populisme d'hier à aujourd'hui. Il réunit en ce sens plusieurs contributions inédites, dont voici un aperçu.

André Mineau étudie l'évolution du concept de peuple dans le cadre de la genèse des fascismes. Il essaie de retracer la manière dont ce concept, au cœur même du XIX^e siècle, a pu devenir l'assise des consciences nationales en émergence. Il décrit comment le populisme de type fasciste, dans le contexte particulier de l'Allemagne, comprenait et politisait la notion de peuple.

Frédéric Boily questionne la pertinence des thèses qui cherchent à interpréter le populisme comme un retour des années 1930. Il affirme que les fascismes possèdent un caractère spécifique qui les rend irréductibles aux formes contemporaines du populisme. Il identifie le rapport à la démocratie comme étant le lieu d'une divergence fondamentale entre les deux courants. Les fascismes voulaient ultimement abolir la démocratie au profit d'une expérience totalitaire de régénération de l'homme, alors que les populismes d'aujourd'hui cherchent à se présenter comme « démocratiques », en prétendant rendre au peuple une parole qu'on lui aurait confisquée.

Danièle Letocha s'intéresse au populisme dit « de gauche », pour voir « s'il peut exister une telle pratique politique dans les démocraties libérales où nous vivons ». Elle passe en revue les différentes variations autour du concept de peuple ; elle part de l'Antiquité, tout en rappelant que les auteurs anciens insistaient déjà sur les dangers inhérents au gouvernement du *demos*. Elle présente les mouvements qui, au Canada et au Québec, pouvaient être dits « populistes », pour formuler ensuite une critique de la thèse de Chantal Mouffe. Il s'agit de *Pour un populisme de gauche* (2018), essai qui définit et promeut une réplique à l'efficacité du populisme de droite qu'on voit progresser dans plusieurs pays européens ; Chantal Mouffe y affirme que seul le populisme de gauche pourra dépasser le marxisme devenu anachronique.

France Giroux montre que le populisme est moins une idéologie qu'une rhétorique électorale. En même temps qu'il fait appel aux affects (peur, colère, nostalgie), le discours populiste exprime quelque hostilité envers la culture, le savoir, la démocratie. Il faut donc en examiner les risques pour la pluralité à l'œuvre dans le forum de la discussion démocratique. Avec le populisme se dessine également l'éventualité d'une rupture de l'équilibre entre le pouvoir et les contrepouvoirs.

Dans le chapitre suivant, France Giroux examine l'amointrissement du dialogue, voire la surdité de la classe politique à la parole des citoyens. Or, le dialogue entre les citoyens et la puissance publique relève des exigences démocratiques : il est à la base du contrat social sous le régime duquel nous avons librement consenti de vivre. Nous, les citoyens, nous écoutons le gouvernement ne serait-ce que par l'obéissance aux lois qu'il promulgue. En contrepartie, le gouvernement, lui aussi, doit nous écouter. Autrement, il encourt le risque de favoriser la montée de la « droite populiste » : cela s'est produit notamment en France durant l'effervescence du mouvement des Gilets jaunes dont la tendance était principalement, mais non pas exclusivement, à droite.

Danic Parenteau propose une lecture critique du populisme du point de vue républicain. Si ces deux traditions politiques ont comme figure centrale le peuple, la similitude s'arrête là. L'une et l'autre n'entendent pas la même chose par l'affirmation « le peuple est souverain ». Elles n'ont pas non plus les mêmes réponses aux questions « Quel est le rôle des institutions de l'État ? » et « À quelles conditions servent-elles les ambitions du peuple ? »

Jocelyne Saint-Arnaud s'intéresse au « populisme bienveillant » qui utilise l'argument de la science durant cette pandémie majeure nous ayant contraints au confinement. Ce type de populisme considère l'argument de la science comme un incitatif à soutenir ce qui équivaut à un effort de guerre par l'adoption des comportements qui visent à la protection de tous. Or, les informations contradictoires véhiculées par la santé publique jettent le doute sur le bien-fondé des directives et menacent le lien de confiance de la population envers les politiques de santé publique. Après avoir précisé en quoi consiste la méthode de la science expérimentale, l'auteur montre que la santé publique s'en distingue par sa méthode, qui n'est pas exempte d'incertitudes, et elle propose un argument utilitariste pour justifier l'application des recommandations de la santé publique.

Pierre Mouterde cherche à faire le tour des différentes formes qu'a pu prendre au fil de l'histoire le populisme en Amérique latine. Rappelant comment un certain populisme réformiste, dit « national et populaire » et marqué par des valeurs de gauche, a pu connaître des heures de gloire entre les années 1930 et 1950, il s'emploie à montrer comment ce dernier a pu tout à la fois renaître de manière originale au XXI^e siècle, au travers par exemple des récentes expériences vénézuélienne et équatorienne, et donner naissance à une théorie très prisée du populisme menée par les politologues Laclau et Mouffe. Il s'emploie aussi à montrer comment parallèlement a pris corps dans les dernières années un populisme de droite autrement dangereux et préoccupant, lui faisant noter qu'il n'y a pas en Amérique latine un populisme, mais des populismes extrêmement diversifiés.

Eric Martin envisage la possibilité de penser un populisme non hiérarchique et non étatiste, lequel aurait, selon la référence à Murray Bookchin, la forme du communalisme et du confédéralisme. Par l'examen de ce populisme de gauche et de celui que vise à théoriser Chantal Mouffe, l'auteur pose des questions importantes pour la réflexion théorique et stratégique de la gauche. L'enjeu pour Mouffe et Bookchin est de concevoir un discours capable de rejoindre et de rassembler le « peuple » en général, aussi bien la gauche populaire traditionnelle que les « nouveaux mouvements sociaux ».

Jean-Claude Simard s'intéresse aux dimensions spécifiquement québécoises du populisme. Il s'emploie à comprendre ce que certains appellent la « croix bleue » du Québec, laquelle constitue une zone de conservatisme dont le centre serait la ville de Québec. Il essaie de décrypter ce « mystère Québec », en analysant une causalité multifactorielle qui implique les réalités militaires, l'Église, l'éducation, l'économie et l'ultramontanisme.

Chez les dirigeants qui se réclament du populisme, au-delà des facteurs locaux qui expliquent leur succès, il y a la mise en scène d'une volonté de transformer la société selon des plateformes très précises. Il y a surtout les ambiguïtés d'une parole attribuée au peuple.

Chapitre 1

Le populisme dans l'histoire contemporaine

Aux sources du fascisme

André Mineau

D'entrée de jeu, plusieurs auront tendance à penser que les concepts de fascisme et de populisme décrivent en fait des réalités politiques séparées. Alors que le premier est identifié à des systèmes étatiques et idéologiques historiquement situés et désormais révolus (l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie), le second serait conçu pour désigner les mouvements plus récents et plus souples d'une extrême droite d'après-guerre, soucieuse d'adapter son image à l'esprit des temps nouveaux. En fait, ce qu'on appelle aujourd'hui le populisme cherche à se démarquer d'un fascisme discrédité par l'histoire, auquel on hésite par ailleurs à attribuer le qualificatif « populiste ».

En réalité, le populisme est apparu sous sa forme contemporaine dès le milieu du XIX^e siècle. On en retrace les premières manifestations dans la Russie d'Alexandre II, alors que des intellectuels urbains autodésignés comme « populistes » (*narodniki*) ont voulu devenir les éducateurs politiques de la paysannerie¹. Par la suite, il y a eu d'autres expressions de populisme en Europe, entre autres dans le boulangisme et dans le Parti chrétien-social de Karl Lueger à Vienne, avant l'entrée en scène des fascismes en 1919.

Dans le contexte particulièrement troublé de la fin de la Grande Guerre, le fascisme italien et le nazisme semblaient offrir le meilleur avenir au populisme qui, par ailleurs, constituait une catégorie plus large et englobante. Mais fasciste ou pas, le populisme s'est toujours enraciné dans les variantes du concept moderne de peuple. C'est de là qu'il convient donc de partir.

1. Guy Hermet, « *Narodniki*, boulangisme, People's Party : trois populismes fondateurs du XIX^e siècle », dans *Le retour des populismes : L'état du monde 2019*, sous la direction de Bertrand Badie et Dominique Vidal, Paris, La Découverte, 2018, p. 23-30. Voir aussi : André Mineau, « Aux origines des populismes : les fondements historiques d'un concept », *Revue Tunisienne de Science Politique*, numéro thématique : *Le populisme*, vol. 2, n° 4, déc. 2020.

I. Le peuple entré dans l'histoire

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le peuple est entré dans l'histoire comme le sujet prétendu de son propre avenir. Jusque-là, il s'incarnait politiquement dans le corps majestueux du monarque, dont il était indissociable, dans l'Europe des monarchies absolues. Mais les esprits éclairés ont commencé à y voir le résultat d'un contrat basé sur la volonté des individus naturellement libres et égaux, dont le consentement devait désormais étayer la rationalité du politique.

La pensée de Rousseau, à laquelle se rattachait le concept de peuple-contrat, constituait l'une des expressions les plus réussies de ce divorce entre le peuple et le roi qui, à partir de 1789, conduirait à une Révolution française qui durerait cent ans. Mais ce qu'il est important de retenir, c'est que le peuple, contractuel ou pas, serait de plus en plus considéré comme le dispensateur unique et obligatoire de la légitimité. D'où la nécessité grandissante, pour les ligues, mouvements et partis politiques de l'ère contemporaine, de se présenter comme l'expression de la volonté populaire.

À travers les XIX^e et XX^e siècles, les mouvements populistes finiront par rejeter le concept de peuple-contrat, dans le contexte de leurs tensions avec les courants démocratiques. Mais, paradoxalement peut-être, ils se présenteront en fait comme étant « hyperdémocratiques », en fondant leur légitimité sur un lien direct, unique et privilégié avec le peuple. Ils prétendront capter l'essence d'une volonté générale qu'eux seuls pourront vraiment saisir, décoder et traduire, et ils auront tôt fait de défendre la légitimité de leur mission historique au service du peuple.

Le concept de peuple comporte par ailleurs un deuxième sens, potentiellement plus utile aux populistes. Ce sens, apparu au XVIII^e siècle mais développé surtout au XIX^e, est directement relié à l'éveil des consciences nationales, dans une Europe centrale en lutte contre le bonapartisme et en réaction contre la philosophie des Lumières. On se trouve en présence ici d'un contexte particulier qui permettra d'augmenter la crédibilité et l'impact d'une conception d'origine allemande, proposée en réaction contre les Lumières et caractérisée par son opposition à l'universalisme.

Cette conception se réfère à Johann Gottfried Herder (1744-1803) et à son concept de *Volksgeist* (1774). En fait, Herder voit le peuple à un autre niveau que celui de l'association des individus. Il comprend le peuple comme le dépositaire d'une culture et, les cultures étant différentes les unes des autres, les peuples se distinguent par des particularités qui, en elles-mêmes, sont naturelles, positives et respectables. Mais quelles qu'aient pu être les intentions de Herder lui-même, la voie était ouverte pour une conception plus fermée ou exclusive de la nation².

D'après Patrick Cabanel, on finit par obtenir un concept investi par le romantisme, qui présente le peuple comme une réalité organique, ethnique et généalogique. Ce concept exclut la notion de société civile (*Gesellschaft*) au profit de celle de communauté (*Gemeinschaft*), et il remplace l'appartenance subjective par les critères objectifs de la tradition et du passé, par les holismes du sang et de la langue. Le *jus soli* cède la place au *jus sanguinis*. Et c'est cette approche qui rendra possible la première définition d'une conscience nationale allemande³.

2. Patrick Cabanel, *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 1997, p. 10.

3. *Ibid.*, p. 10.

Bien sûr, le nationalisme allemand, tel qu'il s'est développé au cours de la première moitié du XIX^e siècle dans les milieux intellectuels, maintiendra un lien soit avec le libéralisme, soit avec la pensée républicaine. Mais Herder annonce cette tendance divergente qui permettra la structuration du nationalisme *völkisch* qui, en Allemagne, deviendra le véhicule du concept « ethnique » du peuple. Un jalon important se trouve dans les *Discours à la nation allemande* de Fichte, où l'on peut observer un concept de peuple défini en fonction d'une essence rattachée à des origines.

Il n'est pas facile de rendre en français la signification exacte, en pareil contexte, du terme « *völkisch* ». Celui-ci peut être traduit par « populaire », mais aussi par « populiste », ou même par « ethnique ». Une chose est sûre, cependant : on se trouve en présence d'une sorte de « métaphysique » du peuple, désigné comme une « essence spirituelle », comme une « force vitale », comme une entité autonome qui transcende toutes les individualités qui le composent. Cette notion du peuple comme substance spirituelle autonome, exprimée dans les textes de Paul de Lagarde et de Julius Langbehn entre autres, finira par s'ancrer sur des bases ontologiques d'un genre plutôt « positiviste⁴ ». Autrement dit, cette approche pourra ultimement s'arrimer sur les légitimités théoriques nouvelles offertes par les sciences de l'homme. Le progrès de l'anthropologie sociale ou de l'ethnologie conduira à la notion de peuple comme ensemble relativement fixe de caractéristiques ethniques, alors que le développement parallèle de la biologie, de l'anthropologie raciale et des théories de l'hérédité permettra d'enraciner l'ethnie dans un substrat biologique.

Parallèlement, il y a un troisième sens au concept de peuple, celui de « petit peuple », qui fera l'objet d'une modernisation parallèle dans un sens ultimement révolutionnaire. Ce sens n'est pas nouveau dans l'histoire, mais on aura de plus en plus tendance à identifier le peuple aux classes défavorisées de la société industrielle : paysans, artisans, ouvriers, etc. On verra dans ces classes le « vrai peuple », le peuple dans toute son authenticité, celui qui est concrètement exclu même quand on parle en son nom, ce peuple que trahissent quand même et toujours les institutions républicaines elles-mêmes là où elles existent. Par exemple, c'est le « vrai peuple » de Paris que la République massacre en juin 1848, aussi bien que durant l'épisode de la Commune, après la défaite dans la guerre contre la Prusse. Et c'est ce « petit peuple » du monde industriel que les fascismes essayeront plus tard d'organiser et d'intégrer, dans le cadre de leur approche nationaliste populaire ou populiste.

II. Le fascisme en tant que forme du populisme

Au XX^e siècle, le fascisme en général, incluant le national-socialisme en particulier, se développera en tant que forme du populisme, sur la base de la jonction du peuple-ethnie et du « petit peuple », dans la perspective encadrante des nationalismes générés par la culture politique du XIX^e siècle. Parmi les traits distinctifs du fascisme contemporain, on retrouve précisément les caractéristiques essentielles du populisme en général, à savoir :

1. le peuple oublié, perdu, trahi, menacé, qu'il faut retrouver, restaurer ou sauver ;
2. le rejet de la philosophie des Lumières et des universalités ;
3. l'indifférence ou la trahison des élites traditionnelles⁵.

4. George L. Mosse, *The Crisis of German Ideology: Intellectual Origins of the Third Reich*, New York, Grosset and Dunlap, 1964.

5. André Mineau, *op. cit.*

À cela, il faut ajouter une quatrième caractéristique, propre au fascisme : la présence d'un chef charismatique qui, mieux que personne, connaît et interprète la pensée de son peuple, avec qui il réclame un lien direct.

Ainsi, dans le cadre particulier (mais non pas exclusif) du fascisme, le populisme aura tendance à s'appuyer sur le peuple-ethnie, dans lequel il peut se reconnaître directement sans la « fiction » du contrat, tout en cherchant à enrôler le « petit peuple » au service d'une totalité nationale dont l'avenir justifie tout. Il cherchera donc à retrouver et à sauver le peuple dans son authenticité, en rejetant les ratiocinations issues de la philosophie des Lumières et en dénonçant, à cor et à cri, la trahison prétendue des élites.

On pourrait être tenté de voir un populisme de droite là où le peuple-ethnie est sollicité, par opposition à un populisme de gauche qui serait issu d'une vision purement méliorative du « petit peuple ». Mais ce serait risqué à certains égards. D'abord, on doit remarquer que les premiers populistes ne se percevaient pas nécessairement à travers le prisme de l'opposition gauche-droite. Ensuite, on sait que les fascistes allaient explicitement se positionner à distance de la gauche et de la droite à la fois, en proposant ce qu'ils appelaient la « troisième voie ». Quoiqu'il en soit, ce qu'il est important de retenir, c'est que certains courants idéologiques contemporains, issus du XIX^e siècle et amplifiés par les conséquences de la Première Guerre mondiale, ont développé et radicalisé les « nationalismes du peuple » ou les populismes dits « de droite », à travers les fascismes de l'Italie, de l'Allemagne et d'ailleurs. Et ceux-ci se sont actualisés à travers des mouvements, des partis et des régimes totalitaires.

Le fascisme représente en fait un sous-ensemble du phénomène totalitaire contemporain. Incluant principalement le fascisme italien et le nazisme, il est basé sur des idées d'extrême droite à la fois conservatrices, nationalistes, populistes et, éventuellement, racistes, même s'il n'épuise pas les possibilités théoriques et pratiques du nationalisme, du populisme et du racisme. Il s'articule donc autour de la dictature d'un parti totalitaire, œuvrant au service d'une idée incarnant la valeur absolue, à savoir la nation, dont la substance se colle au peuple encadré par l'État. Le fascisme repose ainsi sur une idéologie totalitaire nationaliste qui vise à unifier le peuple par l'intégration nationale de la classe ouvrière, qui cherche à éliminer l'internationalisme marxiste toxique pour le peuple, et qui s'enracine dans les événements entourant la conclusion de la Grande Guerre. En un mot, le fascisme constitue la forme historique d'un ultranationalisme populiste dirigé par les classes moyennes.

En fait, les trois critères qui, à mon avis, caractérisent le populisme sont clairement enracinés dans la base même de l'idéologie fasciste. D'abord, il s'agit de retrouver et de sauver le peuple comme lieu de la valeur ontologique ultime et du sacré. Ensuite, ce peuple est menacé de dégénérescence par la philosophie des Lumières et ses dérivés : libéralisme, internationalisme, pacifisme, marxisme, humanitarisme, égalitarisme, etc. Enfin, le peuple a été trahi et mis en danger par une élite traditionnelle qu'il convient maintenant de remplacer.

On doit constater ici que le contexte de la conclusion de la Grande Guerre a permis l'épanouissement des formes idéologiques fascistes, en favorisant la genèse de mythes fondateurs qui s'avéreraient particulièrement puissants. Parmi ceux-ci, il faut mentionner le mythe d'origine de la « solidarité des tranchées », ce lieu séminal où le « vrai peuple » se retrouve et prend conscience de lui-même. Il y a eu également le mythe du *Dolchstoß*, ce coup de poignard dans le dos d'une armée allemande prétendument vaincue sur le champ de bataille, ou celui de la « victoire mutilée » des nationalistes

italiens. Sur le plan directement politique, l'Europe en général a connu l'effondrement de régimes, de dynasties, de systèmes étatiques et d'empires, en plus du choc généré en Allemagne par le *Diktat* de Versailles.

Dans ce contexte, le fascisme proposait un projet idéologique et politique nationaliste, basé sur la pureté perdue que le peuple devait retrouver et sur la nécessité d'instiller le nationalisme dans les masses ouvrières, que l'on présumait contaminées par les idéologies de gauche. Alors que le peuple était humilié et menacé, le salut proviendrait du peuple lui-même, dans ses classes moyennes et moyennes inférieures qui, en se mobilisant, produiraient et suivraient les nouveaux chefs que la situation exigeait. Autrement dit, dans la nouvelle fiction politique du fascisme, c'était le peuple lui-même qui prendrait en charge son avenir, par l'entremise d'une nouvelle élite qui en exprimait l'essence et la légitimité.

Cette nouvelle élite entra en scène bruyamment le 23 mars 1919, alors que Benito Mussolini créait, à Milan, les *Fasci Italiani di Combattimento* qui prendraient le pouvoir à la fin d'octobre 1922. Ce serait le premier régime fasciste de l'Europe, donc l'archétype, le modèle de base. Et ce serait en Allemagne, plus tard, que le fascisme développerait sa forme la plus virulente à travers le national-socialisme et son projet populiste extrême. Les nationaux-socialistes feraient irruption dans l'histoire avec leur conception particulière du peuple allemand, dont ils imposeraient ultimement les contenus à toute l'Allemagne.

III. La conception du peuple dans l'Allemagne nazie

Le nazisme était une forme du populisme contemporain, parce que le peuple, pour les nazis, constituait la réalité ontologique ultime et le lieu de la valeur suprême. Ils entendaient le peuple dans le deuxième sens moderne du concept, à savoir un tout qui englobe des individus sur la base de caractéristiques objectives communes. Mais ils n'hésitaient pas à couler ces caractéristiques dans le béton des déterminismes héréditaires et raciaux. Et leur approche politique passait par la mise à contribution du peuple dans son troisième sens, celui du « petit peuple » : il fallait mobiliser les petites gens pour leur rendre leur patrie et en faire des nationalistes.

Pour les nazis et autres nationalistes radicaux des années 1920, le peuple allemand s'était très mal sorti de la Grande Guerre. Il était humilié par une défaite que l'on imputait à la trahison des uns et des autres et, surtout, il devait vivre désormais, à l'ombre du *Diktat* de Versailles, sous des institutions républicaines imposées de l'étranger. Celles-ci avaient pour conséquence particulièrement funeste de paralyser le pays par la promotion des dissensions internes et, indirectement, par la promiscuité raciale. En effet, les Juifs et autres « inférieurs » raciaux et héréditaires, disait-on, pouvaient continuer en toute impunité à « empoisonner » le sang allemand. À l'époque, les chercheurs nazis publiaient d'ailleurs beaucoup de statistiques qui visaient à documenter le cauchemar démographique d'un avenir qui, pour le plus grand malheur de l'Allemagne, verrait advenir la domination numérique des Juifs, des étrangers, des tarés héréditaires, etc.⁶

6. Ce passage et les paragraphes suivants se réfèrent à des documents d'archives, conservés aux Archives fédérales allemandes (*Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde* ou BA).

Pour l'idéologie nazie, le peuple allemand était un maillon dans la chaîne sanguine d'ancêtres germaniques, un lien qui venait de l'éternité et qui allait vers l'éternité. Il était façonné non pas par un contrat fictif, mais bien plutôt par son héritage nordique, indo-germanique. À partir du nord de l'Allemagne actuelle, du Jutland, des îles danoises et des côtes de la Suède, il s'était répandu vers le Rhin et vers l'est de l'Europe. On remarquera toutefois que le peuple et l'État représentaient des réalités différentes. Mais c'était le peuple qui était premier : il constituait le fondement ontologique et axiologique sur lequel était basé le Reich⁷.

Par ailleurs, si le peuple reposait sur un substrat biologique, peuple et race ne se confondaient pas. L'idéologie nazie parvenue à maturité refusait d'employer ces deux concepts d'une manière interchangeable, ce qui la distinguait, entre autres choses, de la pensée *völkisch* du XIX^e siècle. Comme on peut le lire dans les manuels d'enseignement à l'usage de la SS, le peuple est mis en forme par les forces conjuguées de l'hérédité et de l'environnement. Si l'hérédité représente la substance fondamentale issue d'une base biologique, l'environnement est constitué par l'espace géographique, bien sûr, mais aussi par la langue, les coutumes, l'économie, la politique, les arts en général, les représentations religieuses, etc. Contrairement aux données héréditaires, cet environnement est soumis au changement. « Chaque peuple a sa particularité populaire propre, dont les racines sont ancrées dans la composition raciale du peuple ». En réalité, chaque peuple porte la marque dominante d'une race qui en constitue le noyau. À l'intérieur du genre humain, il y a ainsi des groupes qui, sur la base de caractéristiques physiques et spirituelles, forment des races. « La race est une communauté caractéristique de dispositions héréditaires⁸. »

Dans les autres manuels SS, on écrit à peu près la même chose, avec des variantes. Par exemple, dans *Rassenpolitik*, on apprend que le peuple, c'est la communauté de vie compréhensive qui crée l'environnement spatial et spirituel rendant possible la vie et le développement des êtres humains. Il est formé de races en tant que communautés de dispositions innées, parmi lesquelles l'une tend à dominer : c'est elle qui conditionne l'histoire et le destin d'un peuple. Autrement dit, la race désigne une communauté d'hérédité, alors que le peuple existe à travers une communauté d'environnement culturel. Mais le substrat biologique du peuple demeure sa composition raciale. À cet égard, on doit noter que le danger qui menace le peuple est relié à trois facteurs dont le rôle est crucial : la dénatalité, la contre-sélection (qui permet la prolifération des types inférieurs) et les mélanges raciaux⁹.

Pour les nazis, il fallait donc retrouver le « vrai peuple », dans sa pureté biologique et dans ses racines culturelles, pour le sauver de la perte à laquelle il semblait malheureusement voué. Mais le danger résidait en bonne partie dans cette philosophie des Lumières installée aux commandes de la République de Weimar. Cette philosophie refusait de reconnaître le caractère éminemment ethnique et biologique du peuple, pour distiller le poison politique des fictions constitutionnelles libertaires et égalitaristes. Elle promouvait ce parlementarisme qui donnait droit de cité politique aux ennemis du peuple. Et, à partir de son universalisme qui, en politique, favorisait l'internationalisme, elle avait contribué à la naissance du communisme marxiste qui avait dévoyé la pensée du « petit peuple », l'écartant ainsi du droit chemin du nationalisme. Il convient ici de prendre très au sérieux ce

7. *Der Weg zum Reich*, p. 5, 112. BA NSD 41/125.

8. *Lehrplan für die weltanschauliche Erziehung in der SS und Polizei*, p. 72-73. BA NSD 41/61.

9. *Rassenpolitik*, p. 20-23. BA NSD 41/122.

commentaire d'Ernst Röhm, commandant en chef de la SA, qui déclarait dans un discours en 1934 : la philosophie des Lumières est ce contre quoi nous combattons¹⁰. Il fallait vraiment faire quelque chose et le nazisme se présentait comme cette révolution idéologique qui sauverait le peuple.

Pour que la révolution idéologique puisse s'accomplir, il fallait se débarrasser d'une élite traditionnelle qui avait échoué dans sa tâche, qui avait pactisé avec les vainqueurs à Versailles et qui avait sacrifié le peuple à ses intérêts basement mercantiles. Le nazisme a donné lieu à l'émergence d'une élite nouvelle, qui se légitimait d'un lien prétendument direct avec le peuple : une élite d'hommes jeunes, issus des classes moyennes ou moyennes inférieures, qui avait assimilé l'essence véritable du peuple dans les tranchées de la Grande Guerre. En Allemagne comme en Italie, le fascisme serait relié à l'émergence d'une élite nouvelle qui, en dénonçant ses prédécesseurs qui avaient « trahi » le peuple, obtiendrait les moyens de s'approcher du pouvoir.

Au sommet de cette nouvelle élite trônait un chef charismatique, qui incarnait dans sa personne même le retour du peuple en politique. Par une sorte d'osmose politique, ce chef prétendait exprimer l'être, l'essence et la volonté du peuple qui, en quelque sorte, passait à travers lui. Mais ce qui est plus significatif encore, c'est que de nombreuses sections du peuple lui reconnaissaient ce pouvoir qui lui conférait une légitimité absolue. Le chef résumait donc en lui-même le peuple retrouvé, déterminé à échapper à la perte. Il sauverait le peuple allemand en suivant une voie conforme à la nature ethnique et biologique de son peuple, cette troisième voie à distance à la fois du libéralisme, du socialisme marxiste et des autres produits dérivés de la philosophie des Lumières.

Dans un document « éducatif » de la SS, le chef charismatique (Hitler) est décrit, à travers un modèle binaire masse-élite, comme celui qui vient à point nommé sauver le peuple des abysses de l'histoire. Il est celui qui a accepté, pour le peuple, les mêmes « contours mythiques » que les grandes figures héroïques du passé. Alors que le Reich crouissait dans sa misère et dans son abaissement, sous la menace d'une guerre civile alimentée par le marxisme et par l'anarchie du système des partis, alors que « la dissolution de tous les fondements moraux et religieux à travers des forces et des idées étrangères à la race et au peuple » avait miné la force du peuple allemand, alors que l'économie était détruite et le pays, déshonoré par le Traité de Versailles, Hitler est enfin advenu le 30 janvier 1933. Il est à la fois l'éducateur du peuple, le créateur d'une culture d'authenticité, celui qui a rendu au peuple sa liberté et qui travaille à assurer sa survie pour l'éternité. Plus loin dans le même document, on peut lire que le national-socialisme, après la chute et l'effondrement de 1918, a permis enfin la renaissance de l'Allemagne, unie par Hitler sur la base de principes raciaux sains, opposés aux théories de l'égalité des hommes. Les auteurs en concluent qu'il faut assurer au peuple l'éternité, ce qui implique la suppression de ce qui est étranger ou de valeur inférieure¹¹.

En conclusion, bien sûr, on doit condamner sans équivoque le racisme, l'antisémitisme et l'intolérance ethnique. Et on sait par ailleurs que les fascismes, en tant que vecteurs importants du populisme de droite au XX^e siècle, ont fait des millions de victimes pour disparaître ensuite officiellement d'Europe. Mais ont-ils vraiment disparu ?

10. *Die nationalsozialistische Revolution und die SA: Rede des Reichsministers Stabschef Ernst Röhm vor dem Diplomatischen Korps und der Auslandspresse in Berlin am 18. April 1934.* BA NSD 71/56.

11. *SS Handblätter für den weltanschaulichen Unterricht.* BA NSD 41/75.

Il est peu probable qu'ils reviennent sous la forme qu'ils avaient dans les années 1930, mais le populisme qui les animait n'a jamais vraiment disparu. Dès que ses préconditions se trouvent réunies, autrement dit, dès que le peuple ethnique se sent menacé dans son identité, dès que le « petit peuple » se croit abandonné par les institutions, dès que le scepticisme prévaut devant l'esprit des Lumières et dès que le désir d'ascension d'une nouvelle élite cherche à s'exprimer, le populisme a tendance à renaître de ses cendres qui n'étaient qu'apparentes.

En l'espace d'une génération, on a vu de nouvelles manifestations du populisme se développer et se constituer en mouvements et en partis, dans le monde occidental. Il faut dire que le contexte s'y prête bien. Les déplacements rapides et mondiaux de capitaux, d'emplois et de populations ont tendance à semer le désarroi chez plusieurs. De nombreux individus voient ou croient voir disparaître leurs repères culturels et s'évanouir leur sécurité économique. Qu'ils aient raison ou tort ne change rien à l'affaire : ils se sentent abandonnés par l'État et ils ont l'impression de faire les frais des fictions de la démocratie contemporaine manipulée par ses partis politiques traditionnels. Ils ont ainsi tendance à écouter les chefs potentiels ou actuels qui prennent le parti du peuple oublié et prétendent en exprimer directement les doléances. L'offre et la demande de discours salvateurs et d'utopies simplistes se rencontrent alors.